

RCS : ROUEN
Code greffe : 7608

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ROUEN atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1995 B 00235
Numéro SIREN : 400 214 466
Nom ou dénomination : NORALLIANCE

Ce dépôt a été enregistré le 03/09/2020 sous le numéro de dépôt 6739

Greffe du tribunal de commerce de Rouen



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 03/09/2020

Numéro de dépôt : 2020/6739

Type d'acte : Décision(s) de l'associé unique
Modification(s) statutaire(s)
Divers

Déposant :

Nom/dénomination : NORALLIANCE

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 400 214 466

N° gestion : 1995 B 00235



NORALLIANCE

Société par actions simplifiée unipersonnelle

Au capital de 28.294.903 euros

Siège social : 16 rue Georges Charpak – PAT La Vatine – 76130 Mont Saint Aignan

RCS ROUEN 400 214 466

(la « Société »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 18 JUILLET 2019

L'an deux mille dix-neuf, le dix-huit juillet, à 11 heures,

La SCA NatUp, société coopérative agricole à capital variable, dont le siège social est situé 16 rue Georges Charpak – PAT La Vatine – 76130 Mont Saint Aignan, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de ROUEN sous le numéro 775 701 097, représentée par son Président, Monsieur Jean-Charles Deschamps, détenant l'intégralité du capital social et des droits de vote de la Société (l'« Associé Unique »),

est appelé à prendre les décisions portant sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport du Président ;
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes relatif l'émission gratuite d'actions par la Société ;
- Autorisation de mise en place par le Président d'un plan d'attribution gratuite d'actions de la Société, dans la limite de 6.197 actions représentant 0,28 % du capital social ;
- Autorisation de procéder à l'augmentation de capital faisant suite à l'attribution définitive des actions gratuites et délégation de pouvoirs au Président ;
- Délégation de pouvoirs au Président en vue de la mise en œuvre d'un plan d'attribution d'actions gratuites ;
- Insertion d'une clause d'exclusion dans les statuts de la Société ;
- Pouvoirs pour formalités ;
- Questions diverses.

La société DELOITTE & Associés, Commissaire aux comptes titulaire de la Société, qui a été dûment convoquée, est absente et excusée.

Ont été mis à la disposition de l'Associé Unique :

- le rapport du Président de la Société ;
- le rapport spécial du Commissaire aux comptes relatif à l'autorisation d'attribution d'actions gratuites de la Société ;
- le texte des décisions ;
- les statuts de la Société.

Après avoir pris connaissance des documents mis à sa disposition, l'Associé Unique prend les décisions suivantes.

PREMIERE DECISION

(Autorisation de mise en place par le Président d'un plan d'attribution gratuite d'actions de la Société dans la limite de 6.197 actions représentant 0,28 % du capital social)

GRATITE TRIBUNAL DE COMMERCE - ROUEN

Acte déposé le :

3 SEP. 2020



L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport spécial du Commissaire aux comptes :

- autorise le Président, dans le cadre des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, à attribuer gratuitement des actions de la Société, en une ou plusieurs fois, au bénéfice d'un ou plusieurs salarié(s) de la Société ou de sociétés qui lui sont liées ou de mandataire(s) social(aux) de la Société,
- décide que le Président déterminera l'identité du ou des bénéficiaires des attributions, le nombre d'actions pouvant être attribuées à chaque bénéficiaire ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions,
- décide que ces attributions gratuites d'actions se feront par voie d'émission de nouvelles actions de la Société,
- décide que le nombre total des actions à émettre et attribuer gratuitement en vertu de la présente autorisation ne pourra excéder 6.197 actions représentant 0,28 % du capital social de la Société,
- décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition minimale d'un (1) an à compter de leur date d'attribution, sous réserve, le cas échéant, d'autres conditions qui seraient prévues dans le cadre de l'arrêté du plan d'attribution gratuite d'actions par le Président et, notamment, sous la condition qu'à la date d'attribution définitive des actions gratuites la Société dispose de réserves, primes d'émission ou bénéfices suffisants à la réalisation de l'augmentation de capital corrélative,
- décide que la durée minimale de l'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires à l'issue de la période d'acquisition est fixée à un (1) an,
- décide que les droits résultants de l'attribution gratuite d'actions sont incessibles jusqu'au terme de la période d'acquisition. Toutefois, en cas de décès du bénéficiaire, ses héritiers peuvent demander l'attribution dans un délai de six (6) mois à compter du décès et en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, l'attribution définitive des actions pourra intervenir avant le terme de la période d'acquisition et les actions seront librement cessibles sous réserve d'éventuelles stipulations statutaires et/ou extrastatutaires.
- décide que le Président aura la faculté de fixer les durées de la période d'acquisition et de l'obligation de conservation sous réserve des limites fixées ci-dessus,
- décide que le Président aura la faculté de procéder, le cas échéant pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement en vue de préserver les droits des bénéficiaires à l'occasion d'éventuelles opérations sur le capital de la société,
- décide que le délai pendant lequel la présente autorisation est donnée au Président est de trente-huit (38) mois à compter de ce jour.

En outre, l'Associé Unique prend acte que la présente autorisation emporte de plein droit au profit des bénéficiaires des actions attribuées gratuitement, renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription.

Cette décision est adoptée.

DEUXIEME DECISION

(Autorisation de procéder à l'augmentation de capital faisant suite à l'attribution définitive des actions gratuites et délégation de pouvoirs au Président)

L'Associé Unique, après avoir adopté la résolution précédente et connaissance prise du rapport du Président, décide que, à l'issue de la période d'acquisition telle qu'elle sera fixée dans le plan d'attribution gratuite d'actions, la Société procèdera à une augmentation de capital à due concurrence du nombre d'actions définitivement attribuées à (aux) bénéficiaire(s), par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

A cet effet, l'Associé Unique délègue tous pouvoirs au Président pour réaliser ladite augmentation du capital de la Société et notamment pour :

- fixer le montant des réserves, bénéfices ou primes à incorporer au capital,
- constituer une réserve indisponible par prélèvement sur des postes de primes ou de réserves,
- constater la réalisation de l'augmentation de capital et modifier les statuts de la Société en conséquence,
- et plus généralement, faire le nécessaire.

L'Associé Unique décide qu'à l'issue de la période d'acquisition, le Président pourra faire usage de cette délégation pendant un délai de vingt-six (26) mois.

Cette décision est adoptée.

TROISIEME DECISION

(Délégation de pouvoirs au Président en vue de la mise en œuvre d'un plan d'attribution gratuite d'actions)

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, et sous réserve de l'adoption des première et deuxième décisions ci-dessus, délègue tous pouvoirs au Président pour mettre en œuvre l'autorisation prévue par la première résolution, arrêter les termes et conditions du règlement de plan, fixer dans les limites légales et réglementaires toutes les autres conditions et modalités de l'attribution des actions ordinaires et notamment pour :

- fixer les conditions, et le cas échéant, les critères d'attribution des actions,
- fixer, dans les limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions,
- déterminer l'identité des bénéficiaires, le nombre d'actions attribuées à chacun d'entre eux, et leurs modalités d'attribution,
- constater la date d'attribution définitive et la date à partir de laquelle les actions attribuées pourront être librement cédées,
- procéder, le cas échéant pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement en vue de préserver les droits des bénéficiaires à l'occasion d'éventuelles opérations sur le capital de la société, et
- généralement, faire le nécessaire.

Le Président informera chaque l'Associé Unique des opérations réalisées en vertu de l'autorisation prévue par la résolution qui précède, dans un rapport spécial, conformément à l'article L.225-197-4 du Code de commerce.

Cette décision est adoptée.

QUATRIEME DECISION

(Insertion d'une clause d'exclusion dans les statuts de la Société)

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, décide d'insérer la clause d'exclusion suivante dans les statuts de la Société :

« Article 13 – Exclusion »

Applicable uniquement lorsque la Société comporte plusieurs associés.

- Principe

Tout associé détenant moins de 10% du capital et des droits de vote de la Société (l'"Associé Minoritaire") pourra être exclu de la Société par décision collective des associés prise à la majorité des voix des associés présents et/ou représentés, sous réserve toutefois du respect de l'obligation d'information et de consultation prévue ci-après.

Chaque Associé Minoritaire, en devenant associé de la Société, reconnaît expressément que le principe de son admission comme associé a été déterminé par le fait qu'il peut être exclu dans les conditions visées au présent article, ce sans quoi il n'aurait pas été admis comme associé de la Société.

Chaque Associé Minoritaire reconnaît également que le présent article 13 est une clause déterminante des présents statuts dont le non-respect pourra entraîner son exclusion.

- Causes d'exclusion

La procédure d'exclusion pourra être mise en œuvre à tout moment à l'encontre d'un Associé Minoritaire si celui-ci ne respecte pas son obligation de cession dans le cadre des stipulations des articles 3 à 5 du pacte d'associés, respectivement relatifs au droit de préemption, au droit de sortie conjointe totale et à la cession forcée, à conclure par chacun des Associés Minoritaires avec l'associé majoritaire de la Société (le "Pacte"), (l'"Événement").

- Obligation d'information et de consultation – Mise en œuvre de la procédure d'exclusion

Dès que le Président ou l'un quelconque des associés aura connaissance de la survenance d'un Événement susceptible d'entraîner l'exclusion d'un associé de la Société, il devra en informer l'associé majoritaire.

Le Président pourra mettre en œuvre la procédure d'exclusion (la "Procédure d'Exclusion"). A cet effet, il devra notifier par écrit à l'associé concerné (la "Notification de Procédure d'Exclusion") les motifs pour lesquels la Procédure d'Exclusion est mise en œuvre à son encontre, et l'inviter à présenter ses explications lors d'une réunion des associés, dans un délai qui ne pourra être inférieur à 15 jours à compter de l'envoi de la Notification de Procédure d'Exclusion. La non-participation de l'associé concerné par la Procédure d'Exclusion à la réunion susvisée, de même que l'absence d'observations par ledit associé dans le cadre de ladite réunion, ne feront pas obstacle à une décision d'exclusion à son encontre.

A moins qu'il n'ait été remédié à l'Événement au plus tard à la date de la réunion à laquelle l'associé concerné aura été invité à présenter ses explications, la décision d'exclusion (la "Décision d'Exclusion") pourra être valablement adoptée :

- soit à l'issue de la réunion des associés susvisée,
- soit si l'associé concerné par la Procédure d'Exclusion ne se présente pas à cette réunion, dès la constatation de cette défaillance par l'associé majoritaire, étant précisé, en tant que de besoin, que l'associé concerné pourra prendre part au vote.

L'associé concerné ne pourra en aucun cas s'opposer à la décision relative à son exclusion, dès lors qu'un Événement sera survenu.

- Contrepartie

Les titres de l'associé concerné seront rachetés par la Société pour un prix égal en cas d'exclusion du fait de la survenance de l'Événement, au prix de cession qu'il aurait perçu s'il avait transféré ses titres



de la Société, dans les conditions des articles 3 à 5 du Pacte (le "Prix de Cession"), ce que chaque Associé Minoritaire accepte expressément et reconnaît comme étant une condition déterminante de son acceptation en qualité d'associé de la Société.

Le transfert des titres de la Société que l'Associé Minoritaire exclu détient et le paiement du Prix de Cession interviendront dans les délais fixés par l'assemblée générale des associés qui se sera prononcée sur l'exclusion de l'Associé Minoritaire exclu ou, à défaut, dans les 30 jours suivant la date de ladite assemblée.

Le Prix de Cession revenant à l'Associé Minoritaire exclu, déterminé conformément au présent article, devra être versé par la Société par virement bancaire sur le compte bancaire dont les coordonnées auront été communiquées à cet effet par l'Associé Minoritaire concerné à la Société ou, à défaut, sur un compte séquestre ouvert auprès de tout établissement bancaire, d'un notaire ou avocat, au choix du Président. À compter du paiement du Prix de Cession, le (ou les) acquéreur(s) sera/seront réputé(s) avoir rempli ses/leurs obligations au titre du paiement du Prix de Cession.

Le transfert des titres de l'Associé Minoritaire exclu interviendra automatiquement, même sans production d'un ordre de mouvement signé par l'Associé Minoritaire exclu, le jour de perception par ce dernier du Prix de Cession ou, le cas échéant, de la notification par le Président de la Société que le Prix de Cession a été séquestré conformément aux dispositions du paragraphe ci-dessus.

Le Président de la Société pourra, si nécessaire, régulariser d'office le transfert des titres de l'Associé Minoritaire exclu, par un ou plusieurs ordres de mouvement signés du Président, sans qu'il soit besoin de la signature de l'Associé Minoritaire exclu, ainsi que l'inscription dudit transfert des titres dans le registre de mouvements de titres de la Société et dans les comptes individuels de titulaires de titres de la Société.

À compter de la date d'effet de son exclusion, telle que déterminée ci-dessus, et conformément à l'article L.227-16 du Code de commerce, l'Associé Minoritaire concerné sera privé de l'ensemble de ses droits dans la Société. »

En conséquence, l'article 13 – « Président » devient l'article 14 – « Président » et la numérotation des articles suivants est revue.

Cette décision est adoptée.

CINQUIEME DECISION
(Pouvoirs pour formalités)

L'Associé Unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes afin d'effectuer tous dépôts et formalités prévus par la loi.

Cette décision est adoptée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'Associé Unique.

SCA NatUp,

**représentée par son Président,
Monsieur Jean-Charles Deschamps**

Associé Unique



Greffe du tribunal de commerce de Rouen



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 03/09/2020

Numéro de dépôt : 2020/6739

Type d'acte : Statuts mis à jour

Déposant :

Nom/dénomination : NORALLIANCE

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 400 214 466

N° gestion : 1995 B 00235

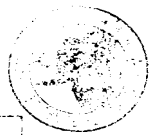


NORALLIANCE
Société par actions simplifiée
Au capital de 28.294.903 euros
Siège social : 16 rue Georges Charpak – PAT La Vatine – 76130 MONT SAINT AIGNAN
RCS ROUEN 400 214 466

GRUPE DU TRIBUNAL DE COMMERCE - ROUEN

Acte d'apport

03 SEP. 2020



**STATUTS MIS A JOUR
SUITE AUX DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 18 JUILLET 2019**

Pour copie certifiée conforme
Le Président



STATUTS

Article 1. - Forme

La Société a été constituée sous la forme d'une société anonyme le 21 février 1995 et immatriculée auprès du Greffe du Tribunal de commerce de Rouen le 29 mars 1995.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée suivant les décisions de l'associé unique en date du 27 juin 2019.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement.

Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par les dispositions des articles L.227-1 et suivants du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La Société ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2. - Objet

La Société a pour objet en France et hors de France :

- la prise de participation dans toutes entités juridiques avec ou sans personnalité morale, quel qu'en soit l'objet, par voie d'achat, souscription, apport, fusion et la gestion de tous biens mobiliers et valeurs mobilières, et de tous biens immobiliers et valeurs mobilières portant sur ces biens, et la gestion de ces participations ;
- la gestion de services communs et la prestation de services aux différentes sociétés, membres du groupe ;
- toutes opérations civiles, commerciales, administratives, financières au profit du groupe ;
- et, plus généralement, toutes les opérations permettant le développement et le maintien de l'objet social, ci-dessus défini.

Article 3. - Dénomination

La dénomination sociale est : « **NORALLIANCE** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4. - Siège social

Le siège social est fixé : 16 rue Georges Charpak – PAT La Vatine – 76130 MONT SAINT AIGNAN.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Président, sous réserve de ratification par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Article 5. - Durée

La durée de la Société est fixée à cinquante (50) ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

La décision de prorogation de la durée de la Société est prise par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

Article 6. - Apports

Lors de la constitution de la Société, il a été fait des apports (i) en numéraire d'un montant de 1.100 francs et (ii) en nature d'un montant de 2.698.000 francs, soit une somme totale de 2.700.000 francs.

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 28 décembre 2001, le capital social a été converti en euros, puis réduit d'une somme de 6.612,35 euros pour être porté de 411.612,35 euros à 405.000 euros par imputation de la somme de 6.612,35 euros sur le poste report à nouveau. A la suite de cette opération, le capital s'élève à la somme de 405.000 euros divisé en 27.000 actions de 15 euros chacune.

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 18 juin 2004, il a été décidé d'augmenter le capital social de 3.800.100 euros par apport en numéraire pour le porter de 405.000 euros à 4.205.100 euros par l'émission de 253.340 actions nouvelles de 15 euros de nominal chacune.

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 16 juin 2008, il a été décidé d'augmenter le capital social de 4.000.200 euros par apport en numéraire pour le porter de 4.205.100 euros à 8.205.300 euros par l'émission de 266.680 actions nouvelles de 15 euros de nominal chacune.

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 27 septembre 2013, il a été décidé d'augmenter le capital social de 14.000.025 euros par apport en numéraire pour le porter de 8.205.300 euros à 22.205.325 euros par l'émission de 933.335 actions nouvelles de 15 euros de nominal chacune.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 14 mai 2014, le capital social a été augmenté d'une somme de 9.637.920 euros par apport effectué par la société CAP SEINE, associée, de 598.970 actions lui appartenant au sein de la société LUNOR DISTRIBUTION, société anonyme au capital de 11.979.400 euros dont le siège social est sis rue du Général de Gaulle à LUNERAY (76610), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de DIEPPE sous le numéro 423 110 618, évalué à la somme de 11.979.400 euros.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 13 octobre 2014, le capital social a été augmenté d'une somme de 804.720 euros par apport effectué par la société CAP SEINE, associée, de 1.000.000 d'actions lui appartenant au sein de la société NORALLIANCE LEGUMES, société par actions simplifiée au capital de 28.000.000 euros dont le siège social est sis 16 rue Georges Charpak – PAT La Vatine – 76130 MONT SAINT AIGNAN, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de ROUEN sous le numéro 423 110 618, évalué à 1.000.000 d'euros.



Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 31 décembre 2018, le capital social a été réduit d'une somme de 4.353.062 euros, pour être porté de 32.647.965 euros à 28.294.903 euros par voie de réduction de la valeur nominale des actions, qui de 15 euros a été ramenée à 13 euros.

Article 7. - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de vingt-huit millions deux cent quatre-vingt-quatorze mille neuf cent trois (28.294.903) euros. Il est divisé en deux millions cent soixante-seize mille cinq cent trente et une (2.176.531) actions d'une valeur nominale de treize (13) euros chacune, de même catégorie, libérées de la totalité de leur valeur nominale.

Article 8. - Modifications du capital social

- 8.1** Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur, ainsi qu'aux présents statuts, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés prise dans les conditions de l'article 18 des présents statuts.
- 8.2** Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus.
- 8.3** Le capital peut être amorti au moyen des sommes distribuables au sens de la loi, par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision de la collectivité des associés.

Article 9. - Libération des actions

Les souscripteurs d'actions de numéraire à la constitution doivent libérer au moins la moitié de la valeur nominale des actions. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, dans un délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation de la Société, sur appel de fonds des dirigeants sociaux.

Lors d'émission d'actions nouvelles, les actions de numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les actions souscrites en nature doivent être entièrement libérées lors de leur souscription.

Les versements peuvent intervenir par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Article 10. - Forme des actions

Les actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles sont indivisibles à l'égard de la Société.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de chaque associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

A la demande de tout associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Lors de la constitution de la Société ou au cours de son existence, il peut être créé des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent, dans le respect des dispositions légales en vigueur. Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social. Toute émission ayant pour effet de porter la proportion au-delà de cette limite peut être annulée.

Article 11. - Transmission et cession des actions

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Sous réserve des dispositions extra-statutaires, les actions sont librement cessibles et transmissibles entre associés ou à toute autre personne.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom de l'associé titulaire sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant.

L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les quinze (15) jours qui suivent celle-ci.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

Article 12. - Droits et obligations attachés aux actions

Sous réserve des droits qui seraient accordés à des actions de préférence s'il venait à en être créées, chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une (1) voix.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires, et au nu-propiétaire pour les décisions extraordinaires. Le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

Article 13. – Exclusion

Applicable uniquement lorsque la Société comporte plusieurs associés.

- Principe

Tout associé détenant moins de 10% du capital et des droits de vote de la Société (l'"Associé Minoritaire") pourra être exclu de la Société par décision collective des associés prise à la majorité des voix des associés présents et/ou représentés, sous réserve toutefois du respect de l'obligation d'information et de consultation prévue ci-après.

Chaque Associé Minoritaire, en devenant associé de la Société, reconnaît expressément que le principe de son admission comme associé a été déterminé par le fait qu'il peut être exclu dans les conditions visées au présent article, ce sans quoi il n'aurait pas été admis comme associé de la Société.

Chaque Associé Minoritaire reconnaît également que le présent article 13 est une clause déterminante des présents statuts dont le non-respect pourra entraîner son exclusion.

- Causes d'exclusion

La procédure d'exclusion pourra être mise en œuvre à tout moment à l'encontre d'un Associé Minoritaire si celui-ci ne respecte pas son obligation de cession dans le cadre des stipulations des articles 3 à 5 du pacte d'associés, respectivement relatifs au droit de préemption, au droit de sortie conjointe totale et à la cession forcée, à conclure par chacun des Associés Mineurs avec l'associé majoritaire de la Société (le "Pacte"), (l'"Événement").

- Obligation d'information et de consultation – Mise en œuvre de la procédure d'exclusion

Dès que le Président ou l'un quelconque des associés aura connaissance de la survenance d'un Événement susceptible d'entraîner l'exclusion d'un associé de la Société, il devra en informer l'associé majoritaire.

Le Président pourra mettre en œuvre la procédure d'exclusion (la "Procédure d'Exclusion"). A cet effet, il devra notifier par écrit à l'associé concerné (la "Notification de Procédure d'Exclusion") les motifs pour lesquels la Procédure d'Exclusion est mise en œuvre à son encontre, et l'inviter à présenter ses explications lors d'une réunion des associés, dans un délai qui ne pourra être inférieur à 15 jours à compter de l'envoi de la Notification de Procédure d'Exclusion. La non-participation de l'associé concerné par la Procédure d'Exclusion à la réunion susvisée, de même que l'absence d'observations par ledit associé dans le cadre de ladite réunion, ne feront pas obstacle à une décision d'exclusion à son encontre.

A moins qu'il n'ait été remédié à l'Événement au plus tard à la date de la réunion à laquelle l'associé concerné aura été invité à présenter ses explications, la décision d'exclusion (la "Décision d'Exclusion") pourra être valablement adoptée :

- soit à l'issue de la réunion des associés susvisée,
- soit si l'associé concerné par la Procédure d'Exclusion ne se présente pas à cette réunion, dès la constatation de cette défaillance par l'associé majoritaire,

étant précisé, en tant que de besoin, que l'associé concerné pourra prendre part au vote.

L'associé concerné ne pourra en aucun cas s'opposer à la décision relative à son exclusion, dès lors qu'un Évènement sera survenu.

- Contrepartie

Les titres de l'associé concerné seront rachetés par la Société pour un prix égal en cas d'exclusion du fait de la survenance de l'Évènement, au prix de cession qu'il aurait perçu s'il avait transféré ses titres de la Société, dans les conditions des articles 3 à 5 du Pacte (le "Prix de Cession"), ce que chaque Associé Minoritaire accepte expressément et reconnaît comme étant une condition déterminante de son acceptation en qualité d'associé de la Société.

Le transfert des titres de la Société que l'Associé Minoritaire exclu détient et le paiement du Prix de Cession interviendront dans les délais fixés par l'assemblée générale des associés qui se sera prononcée sur l'exclusion de l'Associé Minoritaire exclu ou, à défaut, dans les 30 jours suivant la date de ladite assemblée.

Le Prix de Cession revenant à l'Associé Minoritaire exclu, déterminé conformément au présent article, devra être versé par la Société par virement bancaire sur le compte bancaire dont les coordonnées auront été communiquées à cet effet par l'Associé Minoritaire concerné à la Société ou, à défaut, sur un compte séquestre ouvert auprès de tout établissement bancaire, d'un notaire ou avocat, au choix du Président. À compter du paiement du Prix de Cession, le (ou les) acquéreur(s) sera/seront réputé(s) avoir rempli ses/leurs obligations au titre du paiement du Prix de Cession.

Le transfert des titres de l'Associé Minoritaire exclu interviendra automatiquement, même sans production d'un ordre de mouvement signé par l'Associé Minoritaire exclu, le jour de perception par ce dernier du Prix de Cession ou, le cas échéant, de la notification par le Président de la Société que le Prix de Cession a été séquestré conformément aux dispositions du paragraphe ci-dessus.

Le Président de la Société pourra, si nécessaire, régulariser d'office le transfert des titres de l'Associé Minoritaire exclu, par un ou plusieurs ordres de mouvement signés du Président, sans qu'il soit besoin de la signature de l'Associé Minoritaire exclu, ainsi que l'inscription dudit transfert des titres dans le registre de mouvements de titres de la Société et dans les comptes individuels de titulaires de titres de la Société.

À compter de la date d'effet de son exclusion, telle que déterminée ci-dessus, et conformément à l'article L.227-16 du Code de commerce, l'Associé Minoritaire concerné sera privé de l'ensemble de ses droits dans la Société.

Article 14. - Président

14.1 Statut du Président

La Société est représentée à l'égard des tiers par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

La personne morale exerçant les fonctions de Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant permanent. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient présidents en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

14.2 Nomination du Président

Au cours de la vie sociale, le Président est renouvelé, remplacé et nommé par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Au cours de la vie sociale, la durée du mandat du Président est fixée par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

14.3 Rémunération du Président

Le Président peut recevoir une rémunération pour l'exercice de ses fonctions, dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

En outre, le Président pourra être remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur présentation de justificatifs.

14.4 Cessation des fonctions

Les fonctions de Président prennent fin soit par son décès ou son incapacité, soit par la démission, la révocation ou l'expiration de son mandat, soit par la dissolution ou l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis minimum de trente (30) jours, lequel pourra être réduit lors de la consultation de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, lors de la consultation de la collectivité des associés, qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, sans qu'aucune indemnité ne lui soit due.

La décision de révocation du Président peut ne pas être motivée et en tout état de cause, aucun juste motif n'est nécessaire.

14.5 Pouvoirs du Président

Le Président assume sous sa responsabilité, l'administration et la direction générale de la Société.

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la Société.

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, et dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

~~Le Président peut, sous réserve des dispositions légales, déléguer, à toute autre personne de son choix et pour une durée limitée, une partie de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement d'actes déterminés.~~

14.6 Représentation sociale

Le Président sera, conformément aux dispositions du Code du travail, l'organe social auprès duquel les délégués du Comité d'Entreprise exercent, le cas échéant, les droits qui leurs sont reconnus par la Loi.

Article 15. - Directeur Général – Directeurs Généraux Délégués

15.1 Directeur Général - Généralités

Un Directeur Général, personne physique ou morale, associé ou non de la Société, peut également être désigné. Les stipulations relatives au statut du Président, sa nomination, sa rémunération et la cessation de ses fonctions s'appliqueront *mutatis mutandis* au Directeur Général.

15.2 Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général est investi des mêmes pouvoirs que le Président, sauf stipulation contraire dans la décision de nomination, étant précisé que toute limitation de pouvoir est inopposable aux tiers.

15.3 Directeurs Généraux Délégués

Un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués pourront être désignés. Les stipulations relatives au statut du Président, sa nomination, sa rémunération et la cessation de ses fonctions s'appliqueront *mutatis mutandis* au(x) Directeur(s) Général(aux) Délégué(s).

Le(s) Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) sont investis des mêmes pouvoirs que le Directeur Général, sauf stipulation contraire dans la décision de nomination, étant précisé que toute limitation de pouvoir est inopposable aux tiers.

Article 16. - Conventions entre la Société et ses dirigeants

16.1 Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé

Toutes conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé directement ou par personne interposée entre la Société et (i) son Président, (ii) l'un de ses autres dirigeants, (iii) l'associé unique ou (iv) une société contrôlant l'associé unique au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce si ce dernier est une société, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article L.227-10 alinéa 4 du Code de commerce.

Les stipulations du paragraphe précédent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Toutefois, ces conventions

sont communiquées aux commissaires aux comptes. L'associé unique a également le droit d'en obtenir communication.

16.2 Lorsque la Société comporte plusieurs associés

Toutes conventions intervenues directement ou par personnes interposées, au cours de l'exercice écoulé, entre la Société et (i) son Président, (ii) l'un de ses autres dirigeants, (iii) un associé disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou (iv) une société contrôlant, au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, une société associée disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes au plus tard à la date de clôture de cet exercice.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur ces conventions ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé, l'associé éventuellement intéressé participant au vote.

Les stipulations des paragraphes précédents ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales. Toutefois, ces conventions sont communiquées aux commissaires aux comptes. Tout associé a également le droit d'en obtenir communication.

Les conventions qui n'ont pas fait l'objet d'une approbation produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et aux autres dirigeants, personne physique, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique, le cas échéant, au représentant de la personne morale Président et aux autres dirigeants, ainsi qu'à leur conjoint, leurs ascendants et descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 17. - Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Dans le cas où le(s) commissaire(s) aux comptes titulaire(s) désigné(s) est une personne physique ou une société unipersonnelle, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six (6) exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, de la consultation annuelle de la collectivité des associés, appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Au cours de la vie sociale, les commissaires aux comptes sont renouvelés, remplacés et nommés par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

En cas de pluralité d'associés, dans le cas où il deviendrait nécessaire de procéder à la nomination d'un ou plusieurs commissaires aux comptes et où la collectivité des associés négligerait de le faire, tout associé peut demander au président du Tribunal de commerce, statuant en référé, la désignation d'un commissaire aux comptes ; le mandat ainsi conféré prendra alors fin lorsqu'il aura été procédé par la collectivité des associés à la nomination du ou des commissaires.

Les commissaires aux comptes sont convoqués afin de participer à toute décision de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, à toute décision de la collectivité des associés, dans les mêmes formes et délais que ce ou ces derniers, et lors de l'arrêté des comptes par le Président ou le Directeur Général.

Article 18. – Décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés

18.1 Dispositions générales

Doivent être prises par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par la collectivité des associés toutes décisions de la compétence des associés en vertu d'une disposition législative ou réglementaire ainsi que les décisions suivantes en matière de :

- nomination, renouvellement et révocation du Président, du Directeur Général, des Directeurs Généraux Délégués ;
- fixation du montant de la rémunération allouée au Président, au Directeur Général, aux Directeurs Généraux Délégués ;
- ratification de la décision du Président de transférer le siège social dans le même département ou un département limitrophe ;
- nomination et renouvellement des commissaires aux comptes ;
- approbation des comptes sociaux et/ou consolidés et affectation des résultats ;
- modification des droits attachés aux actions de la Société ;
- approbation des conventions réglementées ;
- augmentation, amortissement, réduction du capital social, reconstitution des capitaux propres en présence de pertes supérieures à la moitié du capital et émission de toutes valeurs mobilières ouvrant accès immédiatement, potentiellement ou à terme au capital ;
- opérations de fusion, de scission, d'apport en nature ou d'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société ;
- transformation, dissolution ou liquidation de la Société ;
- prorogation de la durée de la Société ;
- modifications statutaires.

Les décisions prises par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par la collectivité des associés sont qualifiées d'ordinaire ou d'extraordinaire.

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts. Les décisions extraordinaires sont les seules à pouvoir modifier les statuts. Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions collectives sont adoptées à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Les décisions d'adoption ou de modification de clauses relatives à la transmission des actions, notamment celles relatives à l'inaliénabilité des actions ou à l'agrément de toute cession d'actions, ne sont valablement prises qu'à l'unanimité des associés.

18.2 Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé

Les décisions de l'associé unique peuvent être prises en réunion au siège social ou en tout lieu indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger, par voie de consultation par correspondance écrite ou électronique, ou par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle à l'heure fixée par l'initiateur de la convocation.

L'associé unique est convoqué à l'initiative du Président ou du Directeur Général.

Le commissaire aux comptes peut, à toute époque, provoquer une consultation de l'associé unique.

La consultation de l'associé unique est, en outre, de droit, si l'associé unique en fait la demande.

La convocation est faite par tous procédés de communication écrite ou électronique huit (8) jours ouvrables avant la date de la consultation et mentionne le mode, le jour, l'heure et l'ordre du jour de la consultation.

Lorsque l'associé unique y consent, les décisions sont prises valablement sur convocation verbale sans délai.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de l'associé unique doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations lui permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à son approbation.

Les décisions de l'associé unique sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre coté et paraphé.

Ce registre est tenu au siège de la Société. Il est signé par l'associé unique.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu le cas échéant et la date de la consultation, l'identité de toute personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution la décision de l'associé unique.

18.3 En cas de pluralité d'associés

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président, en assemblée au siège social, en tout lieu indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger, ou par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle à l'heure fixée par l'initiateur de la convocation, ou par voie de consultation par correspondance écrite ou électronique. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte sous seing privé.

Quorum

Les décisions collectives ordinaires et extraordinaires ne sont valablement prises que si les associés, présents ou représentés, possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote.

Convocation des associés

La collectivité des associés est convoquée à l'initiative du Président ou du Directeur Général.

Le commissaire aux comptes peut, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés.

La consultation de la collectivité des associés est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant au moins le tiers du capital social.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, les décisions collectives sont prises valablement sur convocation verbale sans délai.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation. L'ensemble de ces informations et documents sont tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la date de convocation des associés.

Assemblée

Convocation

La convocation est faite par tous procédés de communication écrite ou électronique huit (8) jours ouvrables avant la date de la consultation et mentionne le mode, le jour, l'heure et l'ordre du jour de la consultation.

Représentation aux assemblées

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par toute personne de leur choix, associé ou non.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite ou électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Tenue des assemblées

L'assemblée est présidée par le Président ou le Directeur Général ; à défaut, l'assemblée élit son Président de séance.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion signé par le Président de séance. Les procès-verbaux devront notamment indiquer le mode, le lieu le cas échéant, la date de la consultation, la dénomination des associés présents

ou représentés et l'identité de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et, sous chaque résolution, le résultat du vote.

Conférence téléphonique et visioconférence

Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, l'ordre du jour doit être indiqué par l'initiateur de la convocation, ainsi que la manière dont les associés peuvent prendre part à la réunion.

L'initiateur de la convocation établit dans un délai de quinze (15) jours à compter de la conférence, un projet du procès-verbal de séance après avoir indiqué :

- l'identité des associés présents ou représentés, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet. Dans cette hypothèse, les mandats sont annexés au procès-verbal ;
- l'identité des associés absents ;
- le texte des résolutions ;
- le résultat du vote pour chaque délibération.

L'initiateur de la convocation en adresse immédiatement une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, à chacun des associés. Les associés ayant pris part à la conférence en retournent une copie au Président, dans les huit (8) jours, après l'avoir signée, par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

A réception des copies signées par les associés, le Président établit le procès-verbal définitif. Ledit procès-verbal dûment signé par le Président, ainsi que la preuve de l'envoi du procès-verbal aux associés et les copies renvoyées dûment signées par les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus seront conservés par la Société.

- ***Consultation écrite***

En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun, par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de huit (8) jours ouvrables, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote, sauf renonciation à ce délai par écrit, par la majorité simple des associés. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai de huit (8) jours ouvrables susvisé est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président ou le Directeur Général, sur lequel est portée la réponse de chaque associé.

- ***Acte sous seing privé***

Toute décision collective des associés peut également résulter, en l'absence d'assemblée, du consentement de tous les associés exprimé dans un acte écrit, rédigé en français et signé par tous les associés. Cet acte est consigné dans le registre officiel des délibérations des associés.

- ***Procès-verbaux***

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre coté et paraphé.

Ce registre est tenu au siège de la Société et signé par le Président de séance.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, le Directeur Général ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Article 19. - Droit d'information permanent

Le droit d'information et de communication permanent des associés est exercé dans les conditions légales.

Article 20. - Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin de l'année suivante.

Article 21. - Inventaire – Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Le cas échéant, tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la Société dans les conditions légales.

L'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Article 22. - Affectation et répartition du résultat

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, peut prélever toutes sommes qu'il ou elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou de reporter à nouveau.

Le solde du bénéfice, s'il en existe, est affecté à l'associé unique sur sa décision ou, en cas de pluralité d'associés, est réparti par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la Société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés si les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 23. - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

En cas de pluralité d'associés, la décision de non-dissolution doit être prise dans les conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, la décision de la collectivité des associés, doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

Il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

Article 24. - Transformation de la Société

La Société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les présents statuts.

~~La décision de transformation est prise sur le rapport du commissaire aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.~~

Article 25. - Dissolution - Liquidation

25.1 Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé

La Société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision de l'associé unique.

La dissolution met fin aux fonctions du Président, des autres dirigeants et au mandat des commissaires aux comptes.

Conformément à l'article 1844-5, alinéa 3 du Code civil, la dissolution de la Société entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation, sauf si l'associé unique est une personne physique.

Lorsque l'associé unique est une personne physique, il doit procéder à la liquidation de la Société. Comme pour toute société, la personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à clôture de celle-ci. La dissolution entraîne la cessation des fonctions du Président et son remplacement par un liquidateur qui est chargé d'effectuer les diverses opérations nécessaires pour réaliser l'actif social, payer les créanciers de la Société et attribuer le solde disponible à l'associé unique.

25.2 Lorsque la Société comporte plusieurs associés

La Société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

La Société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit. La dissolution met fin aux fonctions du Président.

Les commissaires aux comptes conservent leur mandat, sauf décision contraire de la collectivité des associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "société en

liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation. La collectivité des associés délibère dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de ses actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Article 26. - Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et le ou les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

